

# L'Onu contre les droits de l'Homme

L'ONU est en dessous de tout en regard des Droits de l'Homme, c'est en quelque sorte ce que vient de souligner un texte-Appel rendu public dans le journal Le Monde du 27 février dernier, signé par des personnalités telles qu'Elisabeth Badinter, Georges Charpak, Chahdortt Djavann, Alain Finkielkraut, Albert Memmi, Elie Wiesel, Patrick Gaubert, Claude Goasguen, Patrick Kessel, Corinne Lepage, Mohamed Sifaoui, Pierre-André Taguieff, Michèle Tribalat, Michèle Vianes, Michel Zaoui...

Ce qui est reproché à l'ONU, c'est qu'au nom des droits des peuples soit justifiés des appels tels que "mort à l'Amérique !" et "mort à Israël !", et dans leurs prolongements une pratique du relativisme culturel au nom duquel on fait silence sur des discriminations et violences qui bafouent les droits les plus fondamentaux des personnes, spécialement commises contre les femmes dans les pays qui professent ces appels au meurtre. Il ne s'agit pas ici de défendre les politiques impérialistes de l'Amérique de Bush ou l'Israël, mais de dénoncer une dérive continue depuis plusieurs années de l'ONU vis-à-vis des Droits de l'Homme, de plus en plus sous l'influence de pays qui leurs tournent le dos au sein de cet organisme lui-même, une situation inique. Plus encore, ces personnalités nous alarment sur les graves dysfonctionnements du tout nouveau Conseil des droits de l'homme (CDH), inauguré en juin dernier, qui était censé remédier à des dérives déjà préoccupantes concernant la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Derrière ces faits se prépare une nouvelle et très particulière « déclaration des droits de l'homme » selon cet appel, d'une extrême gravité pour les libertés, qui tout simplement dans l'état d'esprit de cette orientation dénoncée ici, officialiserait de nouvelles normes signifiant la mise à

mort de l'universalité des droits.

Les droits de dieu en lieu et place des droits de l'homme.

Le bilan consternant qui nous est présenté aujourd'hui concernant ce fameux Conseil des droits de l'homme (CDH), c'est la consécration même des dérives d'une conception des droits de l'homme inscrite dans la logique des minorités ethniques et des cultures, des droits de dieu valant pour droits de l'homme. Voilà ce qui est mis en perspective du forum dit de Durban 2, qui se tiendra en 2009.

A travers une conception multiculturel des droits, ce qui est visé, c'est la liberté d'expression, la légitimation de l'oppression des femmes et la stigmatisation des démocraties, de leurs libertés, du principe d'égalité. C'est ainsi que le rapporteur spécial de l'ONU, Doudou Diène, déclare qu'énoncer une critique contre le port de la burqa constitue une agression raciste, que la laïcité est ancrée dans une culture esclavagiste et colonialiste et que la loi française contre le port des signes religieux à l'école participe du racisme antimusulman, renommé "islamophobie occidentale".

Toute critique de la religion est dénoncée comme une attitude raciste. En assimilant au racisme toute critique des dérives de ceux qui parlent au nom de l'islam, parce que supposée relever d'attitudes néocolonialistes, les porte-parole de cette nouvelle alliance au sein de laquelle la Conférence des organisations islamiques (OCI) joue un rôle prédominant, tentent d'assurer l'avenir des dictatures religieuses qu'ils défendent contre leurs peuples avec des soutiens comme ceux du Pakistan, de l'Iran, mais aussi des non-alignés, voire de la Chine...

Les plus fervents défenseurs de cette nouvelle conception des droits de l'homme sont les représentants de dictatures, de républiques islamiques et autres théocraties, qui ne sont rien de moins que des régimes fascistes. C'est à l'aune de cette situation et de ce nouveau mode de penser qu'il faut voir l'évolution des événements au Darfour, où la République islamique du Soudan qui n'est autre qu'une dictature fasciste sanglante et génocidaire, pratique en toute impunité depuis

des décennies le pire des nettoyages ethniques par l'élimination physique de tout ce qui n'est pas arabo-musulman sur son territoire. C'est de centaines de milliers de personnes, de familles, purement et simplement supprimées dont nous parlons !

L'alliance contre les libertés entre capitalisme et islamo-fascisme.

Dans un monde où l'hyper-capitalisme mondialisé est censé accroître les richesses de tous mais rime avec misère et injustices croissantes, fragilisant de plus en plus les démocraties par la remise en cause des droits fondamentaux qui y ont été acquis de hautes luttes par leurs peuples, et où l'espoir d'une alternative à cet état de fait s'est effondré sans autre perspective à ce jour, une situation historique s'est créée pour offrir un retour en grand de Dieu en politique, avec un islam agressif et fascisant.

Les tenants du capitalisme et leurs représentants savent qu'en laissant libre cours à cette conception des droits de l'homme fondée sur la division des cultures et des traditions religieuses ou ethniques contre l'universalité des droits inaliénables de l'individu, ils favorisent une division des peuples en une myriade de communautés hétérogènes et une situation de soumission de ceux-ci par l'entremise de dictatures implacables au système de l'argent-roi, sur quoi les uns et les autres, sont tous d'accords.

C'est cette conception des droits de l'homme qui domine aux Etats-Unis et qu'un Nicolas Sarkozy rêve de mettre en place en France en s'appuyant sur une construction européenne communautariste qui remet les religions, et tout particulièrement le catholicisme, en position d'arbitre des choix politiques des citoyens, en les plaçant entre autres, comme interlocuteurs privilégiés dans le Traité de Lisbonne. C'est cette Europe qui a encouragé, au nom de la non-discrimination, à la lever en Turquie de l'interdiction du port du voile à l'université par un gouvernement islamiste.

# **L'ONU, machine de guerre contre les droits de l'homme et danger pour la paix**

Mais ce retour des religions annoncé à travers cette nouvelle conception des droits de l'homme au service de laquelle se met l'ONU, ramène le risque des guerres de religion une fois passés les discours œcuméniques sur la tolérance religieuse qui ne sont fait que pour assassiner nos libertés. Ceux-là risquent bien de s'entretuer une fois arrivés à ce but, avec les peuples pour victimes. Que signifie donc dans cet état d'esprit, la passivité complice des Etats-Unis et des démocraties occidentales face à cette dérive du Conseil des droits de l'homme ? Ne serait-ce pas le projet d'un Occident sous l'influence de l'Amérique très chrétienne d'un G. Bush rêvant d'un choc des civilisations sous les auspices d'une croisade planétaire du bien contre le mal ?

Le CDH est ainsi justement accusé d'être devenu une machine de guerre idéologique à l'encontre des principes mêmes de l'ONU, de ces principes fondateurs qui lui ont donné son sens et son objet. Une situation dont l'ignorance est maintenue de façon scandaleuse par les grands médias. Comme s'interroge l'Appel : « Quel est le prix de la liberté pour Ayaan Hirsi Ali, ex-députée néerlandaise, menacée de mort, après l'assassinat en 2004 de son ami le réalisateur Théo Van Gogh, accusé d'avoir blasphémé l'islam dans le film Soumission ? Les exemples s'additionnent qui, de Taslima Nasreen à Salman Rushdie, de Robert Redeker à Mohamed Sifaoui, apportent la preuve que l'intégrisme islamiste impose sa loi par la terreur. Combien d'Algériens, de femmes au Maghreb, au Proche-Orient, en Turquie, au Pakistan ont déjà payé du prix de leur vie le refus de se soumettre à l'obscurantisme religieux ? »

Il faut prendre la mesure des dangers qui pèsent sur le monde à travers ce qui se profile ici, c'est la justification de crimes et d'interdits, de négation de libertés au nom du respect de la différence et en réalité de la religion comme instrument de gouvernement des sociétés.

Le seul combat moderne, libérateur et porteur de libertés et de paix, celui de la laïcité.

Seule une conception des droits de l'homme fondée sur la laïcité, c'est-à-dire, sur des droits fondamentaux des individus portés au-dessus de toutes les différences et inaliénables par elles, peut permettre d'assurer durablement la paix dans le monde et mettre l'ONU en situation de peser contre les régimes qui font instrument de la religion contre les libertés de leurs peuples.

Ce à quoi il est question de réagir ici, c'est une menace radicale contre la liberté qui est en train d'être cautionnée par l'ONU, liberté de penser en tête. De quelque côté que viennent les fous de dieu, plus que jamais il faut garder à l'esprit l'image de ce « ventre encore fécond » dont parlait Bertolt Brecht, nous remettant en mémoire avec gravité, que la bête ne dort jamais que d'un œil.

*Guylain Chevrier*

Historien

Pour trouver l'appel en référence et le signer : Liste complète des signataires sur <http://www.licra.org>. E-mail à [licra@licra.org](mailto:licra@licra.org).